

Bulletin d'histoire politique

Jean Paré (dir.), *Sur la piste de Trudeau : 40 ans de frictions entre deux nationalismes*, Éditions Rogers, Montréal, 2014, 192 p.

Hubert Villeneuve



Volume 23, numéro 1, automne 2014

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1026519ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1026519ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association québécoise d'histoire politique
VLB éditeur

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Villeneuve, H. (2014). Compte rendu de [Jean Paré (dir.), *Sur la piste de Trudeau : 40 ans de frictions entre deux nationalismes*, Éditions Rogers, Montréal, 2014, 192 p.] *Bulletin d'histoire politique*, 23(1), 308–310.
<https://doi.org/10.7202/1026519ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique et VLB Éditeur, 2014

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Jean Paré (dir.), *Sur la piste de Trudeau : 40 ans de frictions entre deux nationalismes*, Éditions Rogers, Montréal, 2014, 192 p.

HUBERT VILLENEUVE

*Docteur en histoire (Université McGill)
Chercheur indépendant en histoire et droit*

Les Éditions Rogers lancent ici le premier ouvrage de leur collection «Grands Débats», dont la formule consiste à regrouper, parfois en les adaptant, certains des textes les plus marquants publiés sur un thème précis de l'histoire politique des dernières décennies par les journalistes du magazine *L'actualité*, ou par ceux de ses prédécesseurs, le *Magazine Maclean* (1961-1972) et *Le Maclean* (1972-1976). Dirigeant cette édition et accompagnant les textes de ses commentaires, nul autre que Jean Paré, rédacteur en chef de *L'actualité* de 1976 à 2000 et témoin privilégié de cette ère de l'histoire canadienne dominée par la figure de Pierre Elliott Trudeau, sur qui porte ce premier numéro. Notons que le titre aurait pu être mieux choisi, le «trudeauisme» n'étant jamais réellement abordé comme un nationalisme, et le nationalisme québécois n'étant lui-même pas concrètement défini... sinon par la manière dont Trudeau l'abhorrait.

Disons-le d'emblée: toute personne bien au fait de l'idéologie et de la personnalité de Trudeau ne trouvera ici rien de nouveau. De par leur nature, les ouvrages de cette collection n'auront de valeur que dans la mesure où la sélection et l'édition de leur contenu seront effectuées avec suffisamment de soin pour jeter un regard original et pertinent sur leur sujet. À cet égard du moins, cette première expérience est plutôt réussie, aidée par la qualité des auteurs, dont les textes furent essentiellement publiés lors des années de Trudeau au pouvoir (1968-1984), et parmi lesquels figurent certaines figures marquantes du journalisme québécois et canadien des dernières décennies (Paré lui-même, Ann Charney, Graham Fraser, Pierre Godin, Peter Gzowski, Walter Stewart et Michel Vastel, notamment).

Avant même qu'apparaissent moult biographies sur Trudeau et que des débats académiques portent sur l'existence ou non d'une idéologie

cohérente qui aurait animé sa vie et sa carrière, un aspect frappait la plupart de ces observateurs de premier plan ayant vu l'intellectuel iconoclaste de *Cité libre* relativement peu connu devenir premier ministre du Canada : les paradoxes inhérents à sa personnalité et son œuvre. Rejetant le nationalisme dès ses années au collège Brébeuf, mais l'épousant, par anticonformisme face aux pouvoirs publics, durant la Seconde Guerre mondiale ; enfant de la haute bourgeoisie, mais dénonçant les injustices sociales ; épris de droits et libertés, mais prêt à en priver ses concitoyens durant la Crise d'octobre ; premier à gouverner le pays à la tête d'un impressionnant *brain-trust* de technocrates menés par son éminence grise Michael Pitfield, mais sans réelle vision, voire compétence, en matière économique et sociale ; prêchant le fédéralisme et ses vertus (dans le cadre d'un échange avec René Lévesque, André Laurendeau et Jean-Jacques Bertrand en 1962, on le voit ici proclamer son amour inconditionnel pour la Constitution de 1867), mais dont l'essentiel de la carrière politique consistera en fait à accroître le pouvoir de l'État central au détriment du principe fédéral, ne voyant dans la coopération avec les provinces qu'un « signe de faiblesse » (Vastel, p. 71).

Sa carrière de premier ministre fut en soi le fruit d'une contradiction, voire d'un malentendu : largement plébiscité par les Québécois parce qu'il était l'un des leurs, il n'hésitera pas au nom de sa lutte contre le séparatisme à lutter contre leur État provincial et à humilier leurs figures politiques les plus marquantes (Daniel Johnson, René Lévesque, Robert Bourassa, Claude Ryan). Comme le résumait Paré lors de l'annonce de sa démission en 1984 : « Avec l'indépendance [selon Trudeau], les Canadiens français ont tout à perdre. À la suite de quoi il s'est ingénié à ce qu'ils aient de moins en moins de choses à perdre... » (p. 163). En 1975, Louis Martin, rédacteur en chef du *MacLean*, y voyait même la clé pour comprendre comment un si ardent individualiste avait pu gérer la Crise d'octobre comme il le fit : « Octobre 1970 mettait Pierre Trudeau (...) face à son vieil ennemi, ces élites québécoises qu'il a combattus tout au long de sa vie publique » (p. 92), paradigme s'appliquant tout autant à l'épisode du rapatriement de la Constitution en 1981-1982.

Un détail souvent oublié de nos jours, mais qui n'échappa nullement aux journalistes de l'époque, et par ailleurs fortement souligné dès sa première biographie, publiée en 1980 par Richard Gwyn (*Northern Magus : Trudeau and Canadians*), est la manière dont Trudeau renforça considérablement le pouvoir exécutif fédéral. Deux ans après qu'il soit devenu premier ministre, le journaliste Walter Stewart (p. 63-66) décrivait déjà cette « présidentialisation » du régime politique canadien souvent attribuée aujourd'hui à Stephen Harper et, quoique dans une mesure moindre, mais tout aussi erronément, à Jean Chrétien : croissance rapide du Conseil Privé et du Cabinet du Premier Ministre (le fameux « PMO », de nos jours),

affaiblissement de la fonction publique fédérale et des prérogatives du Parlement, dont Trudeau changea les règlements afin de diminuer les journées d'opposition et affaiblir les mécanismes de supervision des décisions ministérielles, entre autres choses.

C'est un truisme d'affirmer que nous vivons aujourd'hui dans un Canada façonné par Trudeau, la Constitution de 1982 (droits individuels, garanties judiciaires, multiculturalisme, absence de spécificité québécoise) demeurant son héritage, et dont l'immutabilité fut consacrée par les échecs respectifs de la réforme du fédéralisme et de l'option indépendantiste entre 1987 et 1995. Il demeure frappant que certains entrevoyaient déjà très tôt les problématiques inhérentes au projet de société libérale de Trudeau dans le contexte du Québec. « Assez paradoxalement », notait André Langevin dès 1968 dans l'un des textes les plus marquants de l'ouvrage, « [Trudeau] désire que l'individu, qu'il veut combler de droits, se dépouille de l'essentiel, son identité » (p. 187). Après 1982, nonobstant la question linguistique, les Québécois allaient certes se montrer à l'aise avec l'idée de la Charte des droits et libertés, dont ils avaient leur propre version dès 1975, mais la chose avait un prix : ils se voyaient exclus de l'ordre constitutionnel canadien « comme nation pour se faire offrir d'y entrer comme individus » (Paré, février 1982, p. 157). Incapables de dissoudre le lien fédéral, mais paradoxalement plus confiants en leurs capacités collectives après la Révolution tranquille et les années Lévesque, les Québécois allaient ainsi se désintéresser du reste du Canada. « Un Québec séparé psychologiquement », prévoyait Paré dès 1983 (p. 164).

Cette indifférence s'est pareillement étendue au Parti libéral du Canada, auquel les électeurs québécois ont refusé une majorité de sièges lors des neuf élections générales tenues depuis 1984, mais où le nom de Trudeau et sa philosophie, comme en fait foi le présent chef libéral, sont paradoxalement investis d'une autorité absolue. Dans une entrevue accordée à Lise Bissonnette au moment de l'échec de Meech en 1990, l'éminence libérale Jack Pickersgill (1935-1997), posant un jugement sévère sur l'œuvre de Trudeau, déplorait cette « érosion de la coalition libérale traditionnelle entre francophones et anglophones » (p. 177) qui caractérisait le libéralisme canadien d'après-guerre, et dont la disparition a profondément altéré la structure politique du Canada en permettant la consolidation et la croissance de la droite canadienne. C'est à travers ces quelques regards attentifs que cet ouvrage, au demeurant fort accessible et ne révolutionnant pas le sujet en raison de sa nature compilatrice, trouve son intérêt.